



Communiqué de presse

79/21

Montreuil, le 29 juin 2021.

La CGT Santé Action Sociale soutient pleinement les personnels de l'EHPAD de Pontonx-sur-l'Adour (Landes) et s'insurge suite aux propos indignes tenus par Olivier Véran et par Jean Castex le jeudi 24 juin à Mont-de-Marsan.

Utiliser un évènement dramatique tel que les deux décès de résidents de l'EHPAD de Pontonx-sur-l'Adour dans les Landes pour stigmatiser les soignants et préparer l'opinion publique à la vaccination obligatoire des personnels relève de la manipulation. C'est pour le gouvernement une manière de créer une diversion pour faire oublier sa propre responsabilité dans la gestion de la pandémie.

Ce gouvernement qui encensait les personnels soignants en 2020 fait aujourd'hui preuve d'une inquiétante amnésie. Culpabiliser des personnels qui, par la faute de ce gouvernement, ont travaillé pendant des semaines sans masque ni aucune protection contre le Covid-19, est à la fois irresponsable et irréaliste.

Les « *premiers de cordée* » deviennent les premières cibles d'un gouvernement totalement incohérent dans ses propos, créant de fait une grave discrimination envers les professionnels parmi les plus dévoués au service public. N'oublions pas qu'un nombre important d'agents ont payé de leur vie le manque d'anticipation et de préparation dont s'est rendu responsable ce gouvernement durant la pandémie.

N'oublions pas non plus que **le gouvernement a imposé que les agents positifs asymptomatiques à la Covid-19 continuent de travailler** ! Et aujourd'hui, on reproche à ces agents de mettre en danger la santé des patients ?! Où est la logique ? Il a décidé également que seuls les agents décédés ou ayant eu une assistance respiratoire pouvaient bénéficier d'une reconnaissance en maladie professionnelle... ça laisse pantois.

La CGT a déjà alerté le ministère de la Santé du fait que l'obligation de vaccination rendrait le recrutement de professionnels encore plus problématique dans les métiers de la santé, qui voient depuis l'année 2020 une multiplication des départs de soignants vers des structures et des métiers différents.

La CGT rappelle également que cette intimidation du gouvernement intervient dans un contexte de fermetures de lits et de services qui n'ont jamais cessé depuis le début de la pandémie, fragilisant encore un peu plus un secteur d'activité asphyxié par des réformes absurdes.

Dans un pays de 67 millions d'habitants, c'est créer le risque d'une faillite totale du système de santé avec un contexte pourtant connu de vieillissement global de la population (rapport INSEE 14/01/2020).

La responsabilité du gouvernement est donc pleinement engagée quant à sa communication inadaptée et hostile, reflet implacable de son manque total de connexion aux réalités du pays.